

Un portail vers le renforcement des capacités

Capacity.

NUMÉRO 36 | AVRIL 2009

ORG

ARTICLE PRINCIPAL

Atteindre les OMD

James Winpenny décrit les besoins en capacités des praticiens locaux dans le contexte de leur environnement.

INTERVIEW

Accès à l'eau et à l'assainissement en Ethiopie

Abebe Ayenew explique comment le gouvernement éthiopien aborde le problème de la fragmentation de l'aide des donateurs dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

PRATIQUE

L'engagement communautaire

Ruud Glotzbach et Jackson Wandera expliquent pourquoi les infrastructures restent insuffisantes en Afrique australe et orientale, malgré une participation accrue des communautés.

OUTILS ET MÉTHODES

« Plus d'OMD par goutte d'eau »

Barbara van Koppen soutient qu'une approche englobant les usages multiples de l'eau (MUS) permettra aux ménages et aux communautés de valoriser leurs capacités productives.

PRATIQUE

Le concours des plus belles toilettes

Shyama Ramani décrit l'approche inédite qu'elle a appliquée en Inde pour encourager les populations à utiliser et à entretenir les toilettes.

OPINION

Au-delà de la formation

Ravi Narayanan souligne l'importance du cadre institutionnel et organisationnel pour renforcer les capacités.

Des capacités pour l'eau et l'assainissement



ORGANISATIONS, RÉSEAUX ET INITIATIVES

Cette section présente une sélection des organisations, réseaux et initiatives impliqués dans les activités de développement des capacités. Une liste plus exhaustive est accessible sur le site www.capacity.org.

Programme eau et assainissement (PEA)

Partenariat multidonateurs administré par la Banque mondiale, le PEA a pour mission d'aider les populations démunies à accéder durablement à de meilleurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Il travaille directement avec les pouvoirs publics au niveau local et national dans 25 pays.

www.wsp.org

Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC)

Le Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC) est une organisation à but non lucratif basée à La Haye, aux Pays-Bas, dont la mission consiste non seulement à développer et à partager des connaissances avec les structures partenaires impliquées dans le secteur de l'eau à travers le monde, mais aussi à soutenir l'innovation et à favoriser le développement des capacités dans les pays du Sud. L'IRC aide les organismes de développement et les donateurs nationaux et internationaux à mettre en place des politiques et des stratégies WASH durables, et apporte son appui à une gestion intégrée de l'eau au niveau local dans les pays en développement.

www.irc.nl

Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC)

Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) est une organisation internationale qui travaille à l'amélioration des conditions de vie des populations démunies. Il forge des partenariats multisectoriels entre les différents acteurs impliqués dans ce domaine. Placé sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le WSSCC contribue à des objectifs plus larges comme l'éradication de la pauvreté, l'amélioration de la santé et de l'environnement, l'égalité des sexes et le développement économique et social à long terme.

www.wsscc.org

RIPPLE

Le programme quinquennal de recherche dénommé RIPPLE est financé par le ministère britannique du Développement international (DFID). Ce consortium de recherche a pour objectif de faire progresser l'apprentissage pratique sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement, spécialement en matière de planification, de financement, de prestation et de durabilité, et en qui concerne les liens entre les améliorations du secteur et la croissance économique au service des plus pauvres. Travaillant dans trois régions de l'Éthiopie, le consortium va développer une nouvelle politique de haute qualité et des connaissances appropriées à la pratique, à travers la mise en place d'Alliances d'apprentissage et de pratiques (LPA) à différents niveaux.

www.dfid.gov.uk

Année internationale de l'assainissement

Pour attirer l'attention sur l'assainissement, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé que l'année 2008 serait l'Année internationale de l'assainissement. L'objectif est de renforcer la prise de conscience et d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) visant à réduire de moitié d'ici 2015 la proportion des 2,6 milliards de personnes privées d'accès à l'assainissement de base.

<http://esa.un.org/iys/index.shtml>

Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du secrétaire général de l'ONU (UNSGAB)

Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, a donné un éclat particulier à la Journée mondiale de l'eau en 2004, en annonçant le lancement du Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement, dont la fonction est de galvaniser l'action globale en matière d'eau et d'assainissement, élément clé dans l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté et de développement durable.

www.unsgab.org

Le moniteur DC

Cette section met l'accent sur les nouvelles tendances et les derniers développements dans le domaine du développement des capacités. Le « moniteur DC » est réalisé en collaboration avec Capacity-Net du PNUD.

Conférence : Perspectives de l'évaluation d'impact

La conférence qui s'est tenue au Caire du 29 mars au 2 avril, a examiné la question de savoir comment mener au mieux ces évaluations pour éclairer les politiques, les stratégies et les interventions en faveur des populations les plus démunies.

<http://impactevaluation2009.org>

Nouveau site web du PNUD sur le développement des capacités

Le Groupe de développement des capacités du PNUD a lancé son nouveau portail public sur le développement des capacités. Ce site web reflète bien la philosophie qui sous-tend les activités du PNUD dans le domaine du développement des capacités.

www.undp.org/capacity

« Le renforcement de la capacité d'agir des Etats est plus que jamais un impératif »

Lors de la réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF et du PAM, qui s'est tenue à New York le 26 janvier, Kemal Dervis, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, a souligné l'importance du renforcement de la capacité d'agir des Etats.

<http://content.undp.org>

Pratiques, éléments d'appréciation et politiques

Le Réseau d'apprentissage sur le renforcement des capacités (LenCD) est un réseau informel d'analystes et de praticiens visant à créer une communauté de pratiques mondiale autour du renforcement des capacités. Il a été établi en 2004 et son développement se poursuit régulièrement depuis. Lors d'une réunion stratégique qui s'est tenue à Washington DC en décembre 2008, un groupe de pilotage a été mis en place et une stratégie à trois ans a été définie. Celle-ci s'articule autour de deux initiatives principales. La première consiste à promouvoir l'efficacité de l'aide, et la mise en œuvre du Programme d'action (PA) d'Accra se présente comme un point d'ancrage majeur pour les activités du réseau. Deuxièmement, le réseau aménagera une plate-forme plus propice à l'apprentissage sur le renforcement des capacités. Cette initiative vise à « fermer la boucle de l'apprentissage », autrement dit tirer les enseignements des diverses pratiques sur le terrain, synthétiser, analyser et disséminer les données recueillies en vue de développer des politiques concrètes. Des mécanismes ainsi qu'une approche opérationnelle seront mis en place à cet effet au cours des prochains mois. Les groupes de travail régionaux et thématiques se réuniront pour mettre au point des projets communs. Le réseau LenCD est par nature un modèle de partenariat.

www.LenCD.org

L'importance de la sensibilisation du public



Le modèle des pays développés pour le renforcement des capacités en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène est inadéquat pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Sur le site web de Capacity.org, vous trouverez l'intégralité de l'article sur l'eau et l'assainissement du Pr Eric Odada, membre du Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du secrétaire général de l'ONU.

www.capacity.org

Développer les capacités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

Le trachome est une maladie des yeux liée au manque d'assainissement et d'hygiène. Le trichiasis est un des stades d'évolution du trachome et peut, sans une prise en charge médicale, évoluer vers la cécité. Dans certaines régions d'Éthiopie, plus de la moitié de la population rurale est infectée par le trachome.

Un lavage régulier des mains et du visage est la meilleure façon de prévenir la propagation du trachome. La construction et l'utilisation de latrines peut également contribuer à prévenir la maladie. L'éradication du trachome et d'autres maladies causées par le manque d'eau salubre, d'assainissement et d'hygiène permettrait non seulement d'améliorer le bien-être des populations, mais aussi de réduire les coûts de soins de santé curatifs et d'aider à renforcer l'économie.

Même si les avantages semblent évidents et les solutions radicales, réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes qui n'ont pas un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base est un défi considérable pour bon nombre de pays. Malgré les avancées réalisées dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) et de l'Année internationale de l'assainissement 2008, près de la moitié de la population des pays en développement n'a toujours pas accès à une eau potable saine, à l'assainissement et à l'hygiène.

Ce numéro de Capacity.Org examine la question du développement des capacités nécessaires à la réalisation des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement d'ici 2015. Il met principalement l'accent sur les besoins en capacités au niveau intermédiaire et local, mais aborde également les relations entre l'élaboration des politiques au niveau « macro » et leur mise en œuvre à l'échelon local.

Dans son article de fond, James Winpenny dresse un panorama des besoins en capacités des praticiens locaux dans le contexte de leur environnement institutionnel. Notre chroniqueuse Ravi Narayanan souligne par ailleurs l'importance d'avoir une approche globale des enjeux organisationnels et institutionnels plutôt que de concevoir le développement des capacités uniquement en termes de formation.

Il existe un consensus parmi les décideurs politiques sur la nécessité d'encourager les investissements en faveur de l'eau et de l'assainissement. Il s'agit de renforcer les capacités institutionnelles pour s'assurer que les fonds sont gérés de façon responsable dans le cadre d'un processus de planification et de budgétisation sectorielles, et d'une planification financière stratégique. Ce ne sera

pas une tâche facile, et la non-adhésion des donateurs à la Déclaration de Paris ne va pas dans ce sens.

Selon un rapport publié récemment par le Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC) (voir page 15), seulement 29 % de l'AOD (Aide officielle au développement) européenne sont alloués au secteur de l'eau en Afrique au titre de l'appui budgétaire sectoriel. Les 71 % restants sont affectés à un ensemble de programmes et projets distincts, qui font souvent appel à leurs propres unités d'exécution. M. Abebe Ayenew, du ministère éthiopien des Ressources hydriques, explique comment son gouvernement a abordé le problème de l'appui fragmenté des donateurs.

Quand bien même ces fonds parviennent au niveau local, ils ne sont pas forcément alloués à l'eau et l'assainissement. Si l'approvisionnement en eau est devenu l'une des grandes questions de l'agenda politique, trop peu d'attention est accordée à l'assainissement et l'hygiène, ce qui peut surprendre, au regard de leurs retombées positives. Mais dans la plupart des cultures, l'assainissement et l'hygiène font partie de la sphère intime. Il faut faire preuve de finesse pour discuter avec les gens du danger qu'il y a à déféquer n'importe où et de l'importance de se laver soigneusement le visage. Dans le cadre de sa contribution à ce numéro, Shyama Ramani raconte comment elle s'y est prise en Inde pour encourager les populations à utiliser et à entretenir leurs toilettes. Seuls des leaders courageux pourraient faire du secteur de l'assainissement et de l'hygiène l'une de leurs priorités. Carmen da Silva Wells, Patience Turyareeba et Brecht Mommen expliquent dans leur article comment le leadership, la coordination et la volonté d'apprendre sont des facteurs clés de succès en Ouganda.

On s'accorde depuis longtemps à reconnaître l'importance de la participation communautaire à toutes les étapes du processus d'amélioration de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Dans leur article, Barbara van Koppen, Rudolph Glotzbach et Jackson Wandera montrent toutefois que peu de progrès ont été réalisés dans ce domaine. On note la persistance d'une démarche de planification descendante, qui repose souvent sur de fausses hypothèses quant aux besoins des populations. L'article indique clairement la voie à suivre pour engager des consultations véritables et efficaces avec les personnes concernées.

Heinz Greijn
editor@capacity.org
Redacteur en chef

MONITEUR DC 2
Tendances et développements dans le domaine du développement des capacités

EDITORIAL 3
Des capacités pour l'eau et l'assainissement
Heinz Greijn

ARTICLE PRINCIPAL 4
Atteindre les OMD
James Winpenny

INTERVIEW 8
Accès à l'eau et à l'assainissement en Éthiopie
Abebe Ayenew

PRATIQUE 9
Le concours des plus belles toilettes
Shyama Ramani

PRATIQUE 10
L'engagement communautaire
Ruud Glotzbach et Jackson Wandera

OUTILS ET METHODES 12
« Plus d'OMD par goutte d'eau »
Barbara van Koppen

POLITIQUE 14
Renforcer le leadership au niveau des districts
Carmen da Silva Wells, Patience Turyareeba et Brecht Mommen

RESSOURCES 15

OPINION 16
Ravi Narayanan

Photo de couverture : Lineair / Jorgen Schytte



James Winpenny
 wychwood.consult@virgin.net
 Consultant en économie indépendant

Atteindre les OMD

Des capacités pour l'eau et l'assainissement

Répondre aux besoins en capacités est essentiel pour parvenir aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il convient néanmoins d'appréhender ces besoins dans le contexte de l'environnement au sein duquel les professionnels du secteur évoluent.

Ce numéro de *Capacity.Org* met en exergue un aspect pratique et spécifique du développement des capacités, à savoir ce qui est requis pour atteindre les OMD relatifs à l'eau et l'assainissement d'ici 2015. La question est examinée principalement selon le point de vue des professionnels du secteur de l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSS) et du secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WaSH) à tous les niveaux (national, régional et district). Ce groupe comprend entre autres des fonctionnaires, des agents des ONG et des représentants communautaires chargés de clarifier les relations dans les différentes sphères du pouvoir.

Les gouvernements donateurs subissent des pressions politiques et morales de la part de certaines minorités bruyantes de leur électorat, aussi bien que de pop stars ou autres célébrités, pour apporter un appui financier suffisant en vue d'atteindre les OMD liés à l'eau et l'assainissement. Face à ces pressions, certains gouvernements ont pris des engagements, sans pour autant augmenter les dépenses réelles. Les gouvernements bailleurs de fonds se plaignent du manque de projets viables, des retards dans la mise en œuvre, des difficultés liées à l'insuffisante coordination avec les autres parties prenantes ou du manque de volonté politique de la part des gouvernements bénéficiaires.

Au niveau national, les ministères des finances et des ressources hydriques souhaitent affecter des fonds supplémentaires pour soutenir le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement sont confrontés à certains obstacles, comme les retards bureaucratiques et autres blocages. Un autre aspect du problème réside dans le fait que les priorités locales ne sont pas les mêmes dans les zones rurales que dans les grandes villes, où l'accès à l'électricité et l'approvisionnement en eau potable revêtent généralement plus d'importance que les services d'assainissement. (Il s'agit du thème de l'article à la page 14 de ce numéro.) Autre

problème majeur : le fait que des dizaines de donateurs et des centaines d'ONG possèdent chacun leurs propres critères et leurs propres procédures. Comme le dit la maxime, si les donateurs et les ONG ne font pas partie de la solution, ils font partie du problème.

Localement, les professionnels des secteurs WSS et WaSH concernés par la mise en œuvre à l'échelon communautaire croulent littéralement sous les messages, les exhortations et les longs discours vantant l'importance de développer les services d'eau et d'assainissement. Nul besoin de leur rappeler les avantages liés à l'amélioration des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dont pourraient bénéficier leurs concitoyens, qui continuent chaque jour de payer fort cher le prix de la médiocrité des services qu'ils reçoivent, que ce soit en termes de santé ou de coût financier.

Les budgets alloués par les différents départements de l'administration centrale pour les services WSS et WaSH sont souvent difficilement accessibles, ne sont pas dépensés entièrement ou sont réaffectés vers d'autres priorités locales. Dans bon nombre de pays, la décentralisation des responsabilités liées à la gestion de l'eau et l'assainissement ne s'est pas accompagnée d'un transfert, à la mesure des attentes suscitées, des pouvoirs financiers ou des capacités administratives et professionnelles.

Un récent rapport élaboré par un agent de terrain d'une ONG (dont l'identité n'a pas été révélée) souligne la situation difficile à laquelle les professionnels locaux sont confrontés sur le terrain :

« Le financement de projets d'eau et d'assainissement n'est pas une mince affaire. Le simple fait de fournir une expertise et d'engager des dépenses là où c'est nécessaire pose de réels problèmes, tant sur le plan géographique que logistique. Le financement du secteur est extrêmement fragmenté. Planification et diffusion des informations sont faiblement intégrées parmi les différents acteurs. Les procédures d'achat mises en place par le gouvernement rendent très

difficile l'exécution du budget, la capacité du secteur privé pour la mise en œuvre des initiatives est très limitée et la détérioration des installations est fréquente. »

Un environnement propice

Les responsables locaux, les travailleurs communautaires et les travailleurs des secteurs WSS et WaSH sont souvent pris entre deux feux : d'un côté, les attentes concrètes de la communauté internationale et, de l'autre, des ressources administratives, professionnelles et financières particulièrement limitées.

Il faut responsabiliser les travailleurs des secteurs WSS et WaSH pour qu'ils soient en mesure d'offrir de meilleurs services. D'où l'importance de pouvoir bénéficier d'un accès plus large aux ressources et à l'acquisition des compétences nécessaires pour répondre aux demandes émanant de l'environnement dans lequel ils évoluent. Les changements à apporter ne concernent pas entièrement, ou même essentiellement, l'extension des prérogatives de ces travailleurs au niveau local – certains changements supposent que soit réformé leur environnement lui-même, par d'autres qu'eux, notamment par les plus hautes sphères de l'Etat.

Il n'est pas possible pour les travailleurs locaux œuvrant de manière isolée de développer les capacités dont ils ont besoin pour agir plus efficacement. Un environnement plus large que celui au sein duquel ils opèrent doit être considéré.

« Capacité » fait référence explicitement à la notion de responsabilisation, qui peut se décliner selon les trois axes suivants :

- Réformer les relations *verticales* entre les travailleurs locaux et les autres, en particulier les procédures de planification, de budgétisation et d'allocation, et faciliter la circulation des ressources du centre vers les régions et les districts.
- Développer les échanges *horizontaux* pour permettre aux travailleurs locaux de répondre aux besoins et aux demandes de leurs clients, de leurs concitoyens et des acteurs clés à l'échelon local.



Jeunes filles buvant l'eau d'un canal au Pakistan. L'eau coule à travers des zones densément peuplées et elle est contaminée par des excréments humains et animaux.

- Permettre aux travailleurs locaux de mettre en place des procédures et des institutions administratives et professionnelles pertinentes, et d'acquérir les compétences requises pour assurer une coordination optimale de leur fonctionnement. Ces attributs s'inscrivent dans le cadre d'une application générale et universelle, mais d'autres dépendent de caractéristiques spécifiques à chaque environnement de travail.

Relations verticales

L'amélioration du flux descendant des ressources passe par une réforme du processus de programmation sectorielle et des procédures budgétaires nationales, de la planification financière stratégique et des rôles respectifs du personnel intervenant dans la prestation de meilleurs services au niveau local.

Programmation sectorielle

L'efficacité de l'aide étrangère est souvent limitée en raison des efforts fragmentés des donateurs, qui peuvent exercer une forte pression administrative sur les gouvernements bénéficiaires et alourdir les coûts de transaction liés à l'aide. La programmation sectorielle, soutenue par une approche sectorielle (SWAp) de la planification, tente de répondre au problème. Cette approche est tributaire du leadership du pays ou de l'organisation bénéficiaire et implique la mise en œuvre d'un programme intégré, d'un plan d'action budgétisé et d'un processus formalisé qui a pour but d'assurer la coordination des donateurs. Elle requiert par ailleurs une harmonisation des

procédures d'établissement des rapports et de budgétisation, ainsi que des pratiques de gestion des ressources financières et des approvisionnements.

Cette approche sectorielle vise essentiellement à optimiser l'utilisation des systèmes locaux pour l'élaboration et la mise en œuvre, la gestion financière et le suivi-évaluation des programmes. Les donateurs sont encouragés à utiliser les modes de financement les plus courants et à suivre les procédures habituellement applicables aux projets qui leur sont soumis, comme l'approvisionnement et les standards techniques.

L'efficacité de la mise en œuvre de l'approche sectorielle suppose qu'un ministère des finances puissant et indépendant prenne la direction des opérations, pour veiller à ce que les allocations budgétaires sectorielles ainsi que la gestion et la responsabilité financières soient assignées aux organismes les mieux placés pour assumer de telles fonctions. Par ailleurs, les gouvernements bénéficiaires seront amenés à s'assurer que leurs propres systèmes et procédures sont fiables, transparents et responsables aux yeux des donateurs.

Procédures budgétaires nationales

Le budget de l'Etat, qui intervient en complément de l'aide étrangère, demeure un élément essentiel pour assurer un financement suffisant des dépenses récurrentes annuelles et de celles en capital. Pourtant, il y a souvent un gouffre énorme entre les crédits budgétaires affectés par l'Etat et le montant des fonds réellement

disponibles pour la mise en œuvre de projets. Les procédures budgétaires nationales sont nécessaires pour veiller à ce que la structure des budgets (lignes et classifications budgétaires) soit alignée sur le fonctionnement des institutions, les catégories et les fonctions stratégiques. Leur mise en place doit s'inscrire dans un effort de collaboration entre les différents acteurs concernés, afin d'octroyer les allocations budgétaires de manière plus pertinente et d'améliorer la visibilité des procédures pour les utilisateurs. Une telle collaboration peut réellement déboucher sur la mise en œuvre de systèmes d'information sectoriels pour harmoniser et aligner les budgets sur des objectifs spécifiques, des fonctions et des éléments d'appréciation des performances du secteur de l'eau et de l'assainissement, et permettrait par ailleurs d'évaluer les problèmes et obstacles que rencontrent les utilisateurs finaux dans l'accès aux fonds affectés et d'explorer les moyens de rationaliser les procédures actuelles.

Faisant suite au rapport Camdessus qui préconise la mise en place d'un système de financement plus « décentralisé » au niveau communautaire, plusieurs instances ont été créées au cours de ces dernières années, notamment la Facilité de l'UE pour l'eau et la Facilité africaine pour l'eau. Injecter des fonds à ce niveau est souvent plus efficace. Ces fonds conviennent particulièrement aux projets mis en œuvre par les ONG.

Planification financière stratégique

Le troisième processus national ayant une incidence sur le cadre d'application au niveau local est la planification financière

ARTICLE PRINCIPAL

stratégique (PFS). Le processus de PFS permet d'examiner sur le long terme les besoins financiers d'un secteur, les facteurs qui déterminent ces besoins, les principales sources de financement et l'équilibre de ces financements, ainsi que les moyens nécessaires pour répondre à ces besoins.

Ce processus de PFS doit être fondé sur la transparence du dialogue politique et sur une base analytique solide acceptable pour l'ensemble des parties prenantes. Il est important d'avoir un large aperçu des données sur les services WSS et WaSH existants – avec une estimation des coûts inhérents à ces services (fonctionnement, entretien et besoins de remplacement) – ainsi que des sources et des flux de financement (actuels et à venir), et une analyse des solutions alternatives futures pour la fourniture et le financement des services. L'analyse des besoins peut être réalisée au moyen d'outils tels que le modèle FEASIBLE, utilisé par l'OCDE en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale, et le modèle SWIFT appliqué dans le cadre du Programme eau et assainissement (PEA) de la Banque mondiale en Afrique.

Relations horizontales

Les professionnels des secteurs WSS et WaSH doivent être en mesure d'interagir efficacement avec les membres des communautés locales. Cette relation horizontale prend en compte les cinq aspects suivants : consultation entre parties prenantes, engagement communautaire, capacité à répondre à la demande, implication des organisations de la société civile et reconnaissance du rôle du secteur privé.

Consultation entre parties prenantes

D'une certaine façon, tout le monde est partie prenante du développement des

services WSS et WaSH. On manifeste à certains égards un intérêt de pure forme pour les processus de consultation et de dialogue des parties prenantes, qui bien souvent sont peu concluants. (Voir l'article pages 10 et 11 du présent numéro.) Bon nombre de représentants du gouvernement viennent aux réunions des parties prenantes pour renforcer la légitimité des décisions qui ont déjà été prises. Toutefois, certaines parties prenantes peuvent être des fauteurs de troubles préoccupés avant tout par leurs propres intérêts. Les processus de planification et de gestion des services WSS et WaSH à l'échelon local doivent prendre en considération les intérêts divers, mais clairement définis, d'un large éventail d'intervenants, et les personnes invitées devront être celles qui manifestent un intérêt et un attachement véritables.

Les consultations sérieuses entre parties prenantes peuvent durer un certain temps et cela est justifié de par la valeur qu'elles apportent – et la durabilité. Le succès des réformes engagées dans le secteur de l'eau au Sénégal au cours de la dernière décennie repose sur un solide consensus construit autour de politiques et d'objectifs communs. Sur la base de ce consensus, un effort concerté des principales parties prenantes s'est concrétisé par le redressement significatif du secteur de l'eau. Un modèle financier approuvé par les parties prenantes et utilisé pour appuyer le processus itératif et participatif de planification sectorielle, qui s'est poursuivi au cours de ces dix dernières années, est apparu comme un facteur essentiel de ce succès.

Engagement communautaire

La plupart des communautés doivent assumer un niveau de responsabilité élevé en matière de services d'approvisionnement en eau. Les réseaux d'adduction et de distribution d'eau sont détenus et exploités

en commun par une autorité publique, ou un prestataire de service public, qui peut être tenu(e) de rendre des comptes au niveau local. Par ailleurs, la gestion et le fonctionnement des réseaux peuvent être délégués à des agents privés, et la gestion coopérative ou communale a, dans certains cas, connu un franc succès. Dans les quartiers populaires de Manille, par exemple, l'eau est d'abord fournie en grande quantité au niveau communautaire pour être ensuite distribuée aux ménages, suivant des arrangements collectifs.

Dans le domaine de l'assainissement, un certain nombre d'initiatives bien connues reposent sur une forte participation communautaire. Dans les pays du Sud-Est asiatique et ailleurs, l'Assainissement total piloté par la communauté (CLTS) a connu un véritable succès. Cette approche, qui se fonde sur les initiatives communautaires locales, les technologies appropriées et la forte influence de l'entourage au niveau local, vise à atteindre 100 % de « latrinitisation » dans les villages pour lutter contre la pratique dominante de la défécation en plein air. En outre, la planification et la mise en œuvre du système d'égouts condominaux, développé dans certaines villes du Brésil et à Karachi, s'appuient fortement sur la participation communautaire.

Responsabilisation et capacité à répondre à la demande

Une corrélation perceptible existe entre la qualité des services fournis et l'attitude des fournisseurs à l'égard des populations desservies. Dans des systèmes dominés par une mentalité normative et technocratique, les utilisateurs sont rarement consultés sur les services qui leur sont fournis, ni impliqués de près ou de loin dans le processus décisionnel concernant leur mise en œuvre. En d'autres termes, les fournisseurs ne sont quasiment pas responsables et redevables devant leurs clients, et le concept de client « utilisateur » (avec choix et pouvoir d'achat) des services WSS et WaSH pourrait constituer une étape décisive. Mais, à mesure que les services se développent, les consultations et les contacts avec les clients potentiels deviendront plus étroits. La capacité à répondre à la demande a tendance à devenir le paradigme dominant pour le secteur de l'assainissement, notamment, et succède ainsi à une logique de l'offre et une fixation sur les équipements matériels.

L'implication des organisations de la société civile (OSC)

Dans les zones rurales et périurbaines des pays en développement, une grande majorité des programmes WSS et WaSH est mise en œuvre en collaboration avec les organisations de la société civile, telles que les ONG, les organisations communautaires, les groupes religieux, les institutions caritatives et autres organismes



Entreprise privée locale au Ghana : les femmes paient pour obtenir des seaux d'eau potable propre.



Lineair / Ton Keene

Des villageois analphabètes, à Um El Kher, Soudan, reçoivent une éducation à la santé à l'aide de dessins.

philanthropiques. Les ONG les plus importantes sont généralement d'origine étrangère, mais la plupart ont le sentiment d'être véritablement « parties prenantes » aux projets locaux et assurent un appui au financement décentralisé des donateurs (par exemple, elles ont été les principales bénéficiaires des fonds attribués par la Facilité de l'UE pour l'eau).

Les OSC peuvent opérer dans des régions où les instances officielles du gouvernement sont peu représentées. Elles participent activement aux programmes (notamment l'assainissement) qui ne sont pas officiellement considérés comme étant prioritaires. En règle générale, les OSC sont des opérateurs flexibles capables de s'adapter spontanément aux situations rencontrées et de former des partenariats privilégiés avec les autres institutions locales, le cas échéant. Leurs agents sont souvent capables de travailler dans des situations considérées comme stigmatisantes pour les fonctionnaires ou les organismes donateurs officiels. Par ailleurs, les projets mis en place par les OSC peuvent donner de bons résultats mais ne peuvent être ni répliqués, ni améliorés. En Ethiopie, le Programme environnement et approvisionnement en eau en milieu rural, mené dans la région Amhara et financé par l'Agence finlandaise de développement international (FINNIDA), a été l'un des projets les plus réussis dans ce domaine. Ce programme, basé dans une région isolée, est peu tributaire des systèmes administratif et financier de l'Etat. Il est fortement orienté vers la demande et la population locale participe activement à son exécution. En

outre, il bénéficie de contributions financières substantielles de la part des participants et utilise une banque de microfinance locale pour gérer ses fonds.

Un autre problème potentiel auquel les OSC sont confrontées tient à la fragmentation des efforts consentis par l'administration et les professionnels. Les pouvoirs publics et les ONG doivent faire un choix difficile : utiliser les circuits officiels pour affecter les ressources afin de renforcer la durabilité et d'accroître les revenus, ou permettre le lancement d'un grand nombre de projets et programmes semi-autonomes, dont la plupart sont susceptibles de donner de bons résultats à leur sens, mais apporteront peu en termes de capacités collectives.

Collaboration avec le secteur privé à l'échelon local

Nombre de plans ne mentionnent pas ou minimisent le rôle des individus ou des entreprises qui font des profits. Cela est peut-être dû à l'influence de facteurs culturels – les fonctionnaires et les agents des ONG n'évoluent pas dans le même monde que les chefs d'entreprise – ou purement et simplement à une hostilité idéologique. En réalité, la participation « à titre privé » est inévitable, qu'il s'agisse d'efforts « en nature » consentis par les ménages eux-mêmes ou de personnes vendant de l'eau aux voisins, de petites entreprises, d'artisans et d'opérateurs locaux, etc. Il conviendrait notamment de prendre en compte le rôle essentiel des petits réseaux de distribution d'eau, qui pourraient dorénavant faire partie intégrante de la solution.

Renforcer la capacité des institutions locales

Les responsables et les travailleurs des secteurs WSS et WaSH ont pour mission d'assurer la fourniture de services aux communautés locales. Ils doivent pouvoir s'appuyer sur des institutions efficaces et doter à cet effet leur personnel des compétences appropriées. Une interaction bidirectionnelle apparaît : les institutions sont façonnées par les personnes qui y travaillent, lesquelles sont à leur tour affectées par leur milieu institutionnel.

Les institutions sont très spécifiques au contexte, mais, pour occuper une place de choix dans les relations horizontales et verticales décrites précédemment, elles requièrent un certain nombre de qualités communes : une capacité à répondre à la demande, une éthique du travail collaboratif, une certaine flexibilité et assez d'inventivité pour faire face aux conséquences d'événements imprévisibles, une autorité suffisante au sein de la communauté locale et auprès de leurs pairs, un cadre de responsabilité axée sur les résultats, une capacité à affronter l'avenir, etc.

En admettant que tout cela représente de manière précise l'environnement institutionnel au sein duquel ils évoluent, les responsables et les travailleurs locaux des secteurs WSS et WaSH devront s'interroger sur les aspects suivants (entre autres) :

- Les procédures budgétaires nationales et locales, et comment apprécier le bien-fondé des allocations officielles.
 - Les principes de base de la comptabilité, de la gestion financière, du contrôle des stocks et de la gestion du personnel.
 - La présentation des propositions de projets aux donateurs externes et aux ONG.
 - La gestion des processus de consultation entre parties prenantes.
 - Les compétences requises pour identifier et évaluer les utilisateurs et les clients potentiels, en vue de déterminer leurs besoins et leurs préférences.
 - Les questions pertinentes portant sur les discussions avec les autres professionnels liés au secteur, notamment dans l'éducation, la santé publique et l'agriculture.
 - Quelles sont les entreprises privées locales susceptibles de contribuer au développement du secteur, quel est leur potentiel, comment les gérer, les réglementer et quels projets leur confier.
- Dans un monde juste et idéal, au regard de leurs compétences, ils devraient être payés comme des rois. En réalité, il est plus que probable qu'ils soient rémunérés comme des indigents. <

Liens :

- L'Initiative de l'UE pour l'eau contient de la documentation pertinente, y compris un guide très utile, intitulé Financer les infrastructures et les services de l'eau : un guide introductif pour les praticiens dans les pays en développement - www.euwi.net
- Facilité UE pour l'eau : europaid-water-facility@ec.europa.eu
- Programme eau et assainissement : www.wsp.org

Accès à l'eau et l'assainissement en Ethiopie



Mr Abebe Ayenew est directeur de la recherche et du développement au ministère éthiopien des Ressources hydriques. www.ripplethiopia.org

M. Ayenew, plus de 250 000 enfants éthiopiens meurent chaque année de maladies liées au manque d'assainissement et d'hygiène – ce qui représente 60 % du poids global de la maladie dans le pays. Le taux d'accès à un approvisionnement en eau potable est en moyenne de 49 % dans les zones rurales. Vu le rythme auquel les programmes d'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement (WaSH) sont mis en œuvre à l'échelon national, estimez-vous que les objectifs liés à l'eau et l'assainissement du Programme d'accès universel seront atteints d'ici 2012 ? Quelles capacités spécifiques faut-il renforcer de toute urgence ?

Je pense que, d'ici à 2012, nous parviendrons à réaliser 98 % des objectifs visés dans le domaine de l'eau et 100 % dans le domaine de l'assainissement. Il conviendra néanmoins de renforcer les capacités au sein des districts, notamment dans les domaines suivants : approvisionnement, gestion financière et connaissances techniques. Une évaluation intermédiaire sur l'état d'avancement du programme, réalisée récemment par le ministère des Ressources hydriques, nous enjoint de procéder à certains ajustements de stratégie, à savoir des technologies peu onéreuses, adaptées aux conditions locales, avec la participation des acteurs communautaires, comme par exemple des puits creusés à la main, des systèmes de récupération des eaux pluviales, le développement des sources d'eau.

L'appui fragmenté des donateurs peut également constituer un obstacle majeur. Plusieurs dizaines de donateurs et quelques centaines d'ONG apportent leur soutien à

Les objectifs liés à l'eau et l'assainissement du Programme éthiopien d'accès universel devront être atteints d'ici 2012. Capacity.Org s'entretient avec M. Abebe Ayenew, du ministère éthiopien des Ressources hydriques, sur les stratégies retenues pour réaliser cet objectif.

L'Ethiopie, chacun(e) selon ses propres critères et procédures. Comment le gouvernement éthiopien aborde-t-il cette question ?

Cela pose un problème évident en Ethiopie. Le gouvernement a établi, à l'échelon national, un forum multi-parties prenantes auquel participent les donateurs, les ONG et les organisations de la société civile. Le ministère des Ressources hydriques copréside ce forum avec les ministères de la Santé et de l'Education. L'objectif est de coordonner les activités mises en place et d'éviter les doubles emplois. A l'avenir, des forums similaires seront organisés au niveau des régions et des districts.

Il y a lieu, également, de mettre en avant le programme RiPPLE (Politique et pratique de l'apprentissage inspirées par la recherche en Ethiopie). Bien que ce programme soit axé sur l'apprentissage, il contribue à faciliter la coordination entre toutes les parties prenantes. Des Alliances d'apprentissage et de pratiques (LPA) ont été établies dans des districts sélectionnés ainsi que dans trois régions, et une LPA a été instaurée à l'échelon national. A tous les niveaux, le programme RiPPLE réunit des groupes de parties prenantes issues d'organisations partenaires pour débattre sur des questions d'intérêt commun. Les professionnels œuvrant au niveau national, régional ou des districts peuvent participer à ces groupes de discussion. Le programme RiPPLE encourage ces professionnels à rester en contact et à partager leurs points de vue et leurs expériences, pendant et après ces réunions.

La première phase du programme RiPPLE a fourni des indications intéressantes sur la gouvernance, la planification financière et l'assainissement. L'objectif de la seconde phase est de développer deux actions de recherche appliquée en collaboration étroite avec les partenaires institutionnels des trois LPA régionales.

Lors de ma visite en Ethiopie, il y a environ un an et demi, j'ai pu constater –



Des femmes et des enfants autour de robinets d'eau à Shoa, Ethiopie.

Alamy / Neil Cooper

au niveau régional – que les statistiques relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène étaient dispersées ou même manquantes, chaque secteur gardant pour lui ses propres informations. Personne n'avait une vue d'ensemble des ressources, ni des données statistiques sur la morbidité prévalente, d'où la difficulté de déterminer où les investissements et les interventions d'urgence s'avéraient nécessaires. Ainsi, certaines communautés comptent un nombre important d'agents de développement alors que d'autres – où la morbidité incidente est plus forte – ne reçoivent aucune aide. Comment le gouvernement éthiopien fait-il face à ce problème ?

Le gouvernement a pris conscience de l'ampleur du problème et a mis en place des systèmes de gestion informatisée des données de suivi-évaluation dans le cadre du programme d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. Ce projet bénéficie de l'appui de la Banque mondiale. Une fois ce système intégré, les décideurs politiques et les praticiens du ministère des Ressources hydriques, des bureaux régionaux des ressources hydriques ainsi que les représentants des districts et des municipalités auront accès à toutes les sources d'information souhaitées. <

Les infrastructures sanitaires en Inde

Le concours des plus belles toilettes

Fournir un accès à un nombre suffisant de toilettes est une condition essentielle de la réalisation des objectifs de santé et d'assainissement, mais garantir une utilisation et un entretien appropriés de ces installations n'est pas une mince affaire.

Un projet innovant mené dans un village isolé de l'Inde a été l'occasion de rappeler que le changement de comportement est un processus lent qui implique une responsabilisation des personnes, sans trop modifier toutefois leur organisation au niveau local.

À la suite du tsunami qui a frappé l'Asie en 2004, deux organisations à but non lucratif ont vu le jour : Friend-in-Need (FIN) Trust, en Inde, et son organisation partenaire, Association Un Ami, en France. Leur mission consistait à initier des projets de réhabilitation dans le village isolé de Kameshwaram. En collaboration avec l'UNICEF et SCOPE, une ONG indienne, FIN Trust a mobilisé des ressources pour la construction d'environ 250 toilettes, qui devraient permettre de couvrir 20 % des besoins d'assainissement du village.

Améliorer la situation sanitaire

Au cours d'une mission d'inspection, trois mois après l'achèvement des travaux de construction, nous avons remarqué des différences de comportement significatives entre hommes et femmes concernant l'utilisation des toilettes. Les femmes ont été sensibles au fait de pouvoir s'isoler sans risquer d'être dérangées, alors que la plupart des hommes ont continué de se soulager en plein air, comme ils l'ont toujours fait par le passé.

Il s'est donc avéré nécessaire d'avoir une discussion franche et ouverte sur ce sujet afin d'améliorer les pratiques d'assainissement dans le village. Lors des visites d'inspection, nous avons remarqué que le coin télévision reste l'espace privilégié de bon nombre de foyers. Les meubles de télévision sont tellement ornés d'images religieuses, de photos d'ancêtres et de bibelots de famille que l'on pourrait les assimiler à des lieux de prière et de culte ancestral dans les maisons traditionnelles.

Cette simple observation a soulevé l'interrogation suivante : comment faire en sorte que les villageois se flattent autant de leurs toilettes que de leur coin télévision ?

Le premier concours, lancé en juillet 2007, était ouvert uniquement aux familles dans lesquelles les hommes et les femmes utilisent les toilettes. Les gagnants se sont vus décerner des prix substantiels en espèces, soit l'équivalent d'un revenu familial mensuel moyen d'environ 4 000 roupies.

Le projet a abouti à la construction de toilettes EcoSan, un système simple mais efficace qui permet la valorisation des déchets par la séparation des urines et des excréments en vue de leur réutilisation pour la fertilisation des sols. Pour promouvoir cette approche holistique, nous avons proposé trois « sous-concours » étroitement liés : productivité et disposition du jardin potager, décoration extérieure et propreté des toilettes et des environs immédiats, et innovation introduite dans la fonctionnalité ou la structure des toilettes. Trois prix seront décernés pour chaque sous-concours : un premier prix de 5 000 Rs et deux prix d'un montant respectif de 2 500 Rs et 1 500 Rs. Tous les autres participants recevront 150 Rs.

Des résultats probants

Bien avant la proclamation des résultats par le jury, le concours avait largement contribué à mettre davantage en lumière la question de l'assainissement. Le taux de participation, qui s'est élevé à 71 % des familles, a révélé qu'un nombre record d'hommes utilisent les toilettes.



Shyama V. Ramani

shyama_ramani@yahoo.com
Friend-in-Need (FIN) Trust, Inde

Un an après la fin du premier concours, de plus en plus d'hommes déclaraient utiliser les toilettes. Qui plus est, l'espace toilettes est considéré comme faisant partie intégrante d'une maison. Pour faire face à la demande croissante, 100 toilettes supplémentaires ont été construites jusqu'à présent. Le projet a permis de mobiliser des ressources supplémentaires pour couvrir l'ensemble des besoins dans le village. Face à l'augmentation de l'utilisation des toilettes, Kameshwaram a été désigné « village modèle » par le gouvernement et les toilettes EcoSan attirent régulièrement de nombreux visiteurs. Le prochain concours est prévu en mai 2009. Au vu de l'enthousiasme généré, il semble que les toilettes soient aujourd'hui considérées comme des outils permettant de gagner en visibilité sociale et en prestige.

Leçons tirées

Il faut bien garder à l'esprit que l'entretien des toilettes impose des contraintes supplémentaires, notamment pour les femmes et les ménages défavorisés. Il convient par ailleurs de mieux faire connaître les avantages à long terme d'une hygiène parfaite, tant sur le plan sanitaire qu'économique, et d'organiser des concours en vue de renforcer les bonnes pratiques.

À cela s'ajoute la nécessité d'organiser un concours juste et objectif pour éviter certaines déviations qui pourraient être liées à la classe sociale ou à la dynamique politique dans le village.

Enfin, il est essentiel de documenter et de faire connaître les innovations et les meilleures pratiques introduites par les gagnants. Des activités préparatoires aux prochains concours seront organisées pour permettre aux villageois de partager les améliorations apportées et de s'informer sur les bonnes pratiques en matière d'assainissement. <

Liens

www.friend-in-need.org



Une toilette dont on est fier, FIN Trust, India.



Ruud Glotzbach

rglotzbach@snvworld.org

Organisation de développement des Pays-Bas (SNV)

Jackson Wandera

jwander@snvworld.org

SNV

L'approvisionnement en eau en Afrique orientale et australe

L'engagement communautaire

Les agences et les gouvernements nationaux impliquent de plus en plus les communautés locales dans les actions de développement des infrastructures d'eau et d'assainissement. Pourtant, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe souffrent d'un manque criant d'infrastructures fonctionnelles.

Selon les experts, il convient d'assurer la participation active des communautés locales au développement des infrastructures d'eau et d'assainissement. Cet engagement accru n'a cependant pas contribué à l'amélioration des infrastructures existantes. La plupart des infrastructures ne permettent pas d'assurer un approvisionnement en eau à grande échelle et les perspectives quant à leur durabilité à long terme sont sombres.

Les décideurs politiques accordent généralement beaucoup plus d'importance au développement des services d'approvisionnement en eau qu'à la question de l'assainissement. Dans la plupart des cas, la mise en service et l'entretien des équipements sanitaires sont effectués par les ménages eux-mêmes, alors que l'approvisionnement en eau est souvent de la compétence des communautés.

Cet article décrit les moyens permettant d'améliorer la gestion des infrastructures d'eau et d'assainissement, sur la base des expériences de la SNV en Ethiopie, au Kenya

et en Tanzanie. Nous tenons particulièrement à souligner la nécessité d'une approche intégrée de l'eau et de l'assainissement dans l'objectif d'améliorer les conditions sanitaires des communautés.

Participation communautaire : l'approvisionnement en eau

D'après une étude cartographique des points d'eau réalisée en 2008 par la SNV dans dix districts ruraux de la Tanzanie, 43 % des 6 109 points d'eau existants ne sont plus opérationnels. Sur les 2 231 026 habitants de ces districts, seulement 1 517 098 personnes ont accès à une eau potable saine. Ce nombre diminue pour atteindre 870 000 personnes si l'on tient compte du fonctionnement des installations.

Il ressort de cette étude que l'accès limité aux points d'eau tient aux facteurs suivants : emplacement inadéquat des sources d'eau, technologies inappropriées, non-conformité aux normes de qualité et incertitude quant à la propriété des sources d'eau. La plupart des

membres des communautés n'ont pas été consultés pendant la phase de préparation du processus de mise en place du réseau d'approvisionnement en eau, dont les infrastructures avaient pourtant déjà été construites, et l'exploitation ainsi que l'entretien confiés aux communautés. Seuls les dirigeants communautaires ont été conviés aux consultations. Les personnes les plus touchées par le manque d'infrastructures, notamment les femmes, n'y ont pas pris part. Malgré plusieurs décennies d'expérience dans le développement des infrastructures d'eau et d'assainissement, une participation véritable des communautés aux différentes phases du processus de mise en place d'un réseau d'approvisionnement en eau est encore à venir. On ignore trop souvent les besoins (technologie, niveau de service et accès aux pièces détachées, par exemple) des communautés.

Engagement communautaire dans l'assainissement

Les communautés estiment que l'assainissement est moins prioritaire que l'accès à l'approvisionnement en eau. Celui-ci est perçu comme une préoccupation d'ordre communal, alors que l'assainissement et l'hygiène relèvent davantage d'un comportement individuel. Dans les pays d'Afrique orientale et australe (ESA), les programmes d'assainissement sont principalement axés sur l'équipement en latrines des ménages, qui n'est qu'une partie de la solution.

Ces programmes devront non seulement reposer sur un modèle de participation communautaire, mais aussi aller de pair avec les programmes d'approvisionnement en eau. Les communautés devront disposer d'installations sanitaires appropriées pour éviter de perdre les effets bénéfiques de l'eau potable.

C'est ce qui justifie l'approche de l'Assainissement total piloté par la communauté (CLTS), de plus en plus populaire dans un certain nombre de pays ESA. L'approche CLTS vise à « choquer, faire

Renforcer la participation communautaire en Tanzanie

Pour permettre aux communautés de se faire entendre, la Tanzanie a créé des équipes eau et assainissement au niveau des districts (DWST). Une DWST facilite les réunions communautaires et discute des avantages et des inconvénients des différentes options pour aider les communautés à faire des choix éclairés. Elle assure également la formation des membres et participe à la réparation et à la modernisation des infrastructures existantes.

A la fin des années 1980, un système d'adduction d'eau par gravité a été construit dans le village de Vikenge (district de Mvomero, Tanzanie) afin d'approvisionner trois villages en eau potable. Mais lorsque la population villageoise a augmenté, en 1997, l'approvisionnement n'était plus suffisant. Le comité local de l'eau a tenté de trouver une solution en mettant sur pied un système de distribution via un robinet, utilisable à certaines heures. Ce système a résolu provisoirement le problème, mais il fallait trouver une solution à long terme pour augmenter le débit d'eau.

N'ayant pas les compétences techniques nécessaires pour entreprendre les travaux, la communauté a sollicité en 2008 l'appui de la DWST de Mvomero. Plusieurs réunions entre communauté et DWST ont été organisées. Les discussions ont débouché sur un plan d'action, par lequel la DWST offrait une assistance technique et du matériel (ciment, canalisations et équipements divers), et la communauté fournissait les matériaux locaux et la main-d'œuvre pour le terrassement et le transport entre les sites.

Les travaux sont en cours, mais la situation s'est considérablement améliorée. Les quantités d'eau disponibles ont augmenté et les utilisateurs se déclarent à présent disposés à payer les coûts d'exploitation des infrastructures d'approvisionnement en eau. Grâce à ce projet, la DWST voit son travail apprécié à sa juste valeur et renforce sa crédibilité en tant qu'agence gouvernementale.



Des enfants de la tribu Karimojong (Afrique de l'Est) allant chercher de l'eau.

honte et promouvoir l'action » dans le but de créer un environnement propre et hygiénique. Il conviendra d'encourager enfants et adultes à se laver les mains avec du savon ou des cendres et de favoriser l'acquisition de comportements vertueux. Au cours du processus de planification et d'évaluation de l'approche CLTS, d'autres aspects liés au changement de comportement relatif à l'hygiène ont été identifiés. On est passé de la simple construction de latrines familiales à la création de villages « sans défécation en plein air » (ODF). Sont présentés ci-après les résultats des initiatives CLTS lancées en 2008.

Une autre approche prometteuse consiste à initier des programmes WaSH dans les écoles, à travers la mise en place d'infrastructures hydrauliques et sanitaires (approvisionnement en eau, latrines, lavage des mains) lorsque celles-ci font défaut. En témoigne cet exemple : dans dix écoles de Mwanza (Tanzanie), 8 453 élèves se partagent 57 latrines, soit environ 1 latrine pour 150 élèves, alors que la moyenne nationale est de 1 latrine pour 20 filles et 1 latrine pour 25 garçons. Un programme WaSH en milieu scolaire a pour avantage de toucher un maximum d'enfants. La promotion et la sensibilisation à l'hygiène dans le cadre des programmes scolaires peuvent exercer une influence majeure sur le comportement des enfants. Ces derniers peuvent agir comme agents du changement en diffusant des messages vantant l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène au sein de leurs communautés.

Au cours de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990), les gouvernements ont été encouragés à « porter une attention croissante à l'éducation sanitaire et à la participation communautaire, ainsi qu'à la nécessité de consolider les liens opérationnels entre les agences sanitaires et les services d'approvisionnement en eau ». Près de 20 ans plus tard, les programmes d'approvisionnement en eau ne vont pas forcément de pair avec les programmes d'assainissement, et la participation véritable des communautés fait encore défaut. Pour continuer sur une note plus optimiste, force est de constater que les approches intégrées

L'approche CLTS dans le sud de l'Éthiopie

En 2008, SNV Éthiopie a apporté son concours aux autorités gouvernementales locales dans six districts du sud de l'Éthiopie pour mettre en œuvre une initiative CLTS dans 52 villages et les aider à accéder rapidement au statut de village ODF. SNV, en collaboration avec les institutions de renforcement des capacités locales, a assuré la formation de 250 fonctionnaires et de 7 ONG locales.

Cette initiative a permis de tirer les enseignements suivants :

- Un socle solide d'aptitudes organisationnelles est essentiel. Le processus de changement requiert des spécialistes en communication, mais pas nécessairement des techniciens.
- La participation d'observateurs extérieurs au lancement de l'initiative et aux sessions de suivi s'avère cruciale pour susciter un changement de comportement.
- La pérennité du processus et la participation communautaire impliquent la reconnaissance des efforts déployés par les communautés de pairs et les autorités gouvernementales.
- La participation des institutions de renforcement des capacités et des ONG locales permet à la communauté de mieux comprendre l'approche CLTS, de pérenniser et d'améliorer le processus au sein de la communauté tout entière.
- L'implication des leaders communautaires dans les activités de plaidoyer au niveau des districts permet d'encourager une véritable participation.
- L'équipe CLTS locale devra être constituée de représentants des écoles et des villages, lesquels participeront conjointement aux différentes phases du projet. La communauté villageoise devra identifier et analyser les lieux de défécation des élèves, calculer le volume de matières fécales dans les écoles et analyser leur impact sur le village. Dans le cadre du plan d'action CLTS du village, l'école sera considérée comme un foyer ayant des besoins particuliers.
- Il convient d'obtenir l'engagement des dirigeants des principales institutions sociales (églises, mosquées, etc.) pour renforcer leur contribution effective à la mise en œuvre et au suivi de cette initiative.

Programme WASH, Isiolo (Kenya)

Les programmes eau, assainissement et hygiène (WASH) ont par ailleurs contribué à l'amélioration des services d'assainissement au Kenya. Dans bon nombre d'écoles en milieu rural et urbain, les infrastructures WASH (approvisionnement en eau, toilettes, installations de lavage des mains et enlèvement des produits et articles de nettoyage souillés) ne répondent pas aux normes requises ou n'existent tout simplement pas.

Un programme WASH mis en œuvre par la SNV dans une école kényane du district d'Isiolo comportait les trois composantes ci-après :

- Mise en œuvre de l'initiative CLTS dans sept écoles.
- Tenue d'ateliers pour la planification d'actions proposées par les comités de gestion scolaire (SMC). Les SMC ont identifié les sources de problèmes dans les écoles et ont préparé des plans d'action pour tenter de les résoudre.
- Suivi de la mise en œuvre des plans d'actions SMC dans les écoles.

Les écoles, sélectionnées par le bureau de district pour l'éducation, sont implantées dans des zones de défécation en plein air, où les communautés n'accordent aucune priorité particulière à l'assainissement et à l'hygiène. Les élèves pratiquent la défécation en plein air en raison du manque d'hygiène et d'installations sanitaires adéquates. La défécation en plein air est une pratique très répandue des populations, étant donné que la plupart des maisons ne sont pas équipées de latrines. Les élèves ont été contraints de révéler les aires de défécation, mettant ainsi les comités de gestion scolaire et les parents dans l'embarras.

Des discussions ultérieures ont été organisées avec les SMC, les parents et les élèves pour mieux comprendre les liens existant entre ce qui se passe à la maison et ce qui se passe à l'école. Compte tenu du fait que bon nombre d'élèves pratiquent chez eux la défécation en plein air, ils en font de même à l'école. La plupart des parents ont désormais pallié le problème en construisant des latrines chez eux. Les SMC ont établi des plans d'action et soumis les budgets afin de répondre aux normes exigées au niveau national : 1 latrine pour 25 filles et 1 latrine pour 35 garçons.

assorties d'une forte participation communautaire gagnent du terrain dans les pays ESA. Toutefois, la lenteur de leur mise en œuvre ne permettra pas d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. On estime qu'à cette date 234 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'eau et 317 millions de personnes n'auront pas accès à des installations sanitaires en Afrique subsaharienne. <

Références bibliographiques

- EUWI. (2006) Mettre l'Afrique sur la voie de la réalisation des OMD pour l'eau et l'assainissement. AMCOW, ADF, EUWI, PEA et PNUD. <http://www.irc.nl/page/32664>
- GTZ. (2008) Réformes dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie.
- Land, T. & Hauck, V. (2003) Articulation cohérente entre les réformes sectorielles et la décentralisation. Document n° 49. Centre européen de gestion des politiques de développement. <http://www.sti.ch.html>

« Plus d'OMD par goutte d'eau »



Barbara van Koppen
b.vankoppen@cgiar.org
Programme régional Afrique australe
Institut international de gestion des ressources en eau
Pretoria, Afrique du Sud

Les services publics de l'eau et les programmes internationaux fondés sur une approche descendante partent souvent du principe que les populations n'utilisent l'eau que pour leurs besoins personnels, leur interdisant parfois même d'utiliser les ressources disponibles à toute autre fin. Le secteur domestique se borne à fournir l'eau nécessaire à leurs besoins essentiels en termes de boisson, de cuisine, d'hygiène personnelle, d'assainissement et autres besoins domestiques. Les secteurs productifs assurent la disponibilité de l'eau nécessaire à l'arrosage des plantes et à l'abreuvement du bétail pour garantir la sécurité alimentaire et la pérennité des revenus. Ils ont tendance à penser leurs actions à grande échelle et ignorent que la propriété familiale rurale est l'endroit idéal pour les besoins d'une production à petite échelle. Cette approche mono-usage de la gestion de l'eau ne permet pas de répondre aux besoins multiples en eau des populations.

Ne pas perdre le sens des réalités

Tout le monde utilise des systèmes conçus pour être à usage unique – qu'il s'agisse du système « domestique » ou « productif » – à des fins multiples. Le bétail s'abreuve dans les canaux d'irrigation et les gens se baignent dans les eaux d'irrigation. L'eau des canalisations domestiques sert à cultiver les terres et à abreuver le bétail, et elle est également utilisée par les petites entreprises. Ces pratiques permettent d'assurer les moyens de subsistance, mais risquent également d'endommager les canaux ou de ne pas laisser suffisamment d'eau aux utilisateurs pour assurer leurs besoins domestiques essentiels.

La distinction établie entre « eau domestique » et « eau d'irrigation » ne traduit

Les programmes fondés sur une approche descendante prônent l'utilisation à fin unique des ressources en eau. Une approche qui englobe les « usages multiples de l'eau » permettra aux ménages et aux communautés de valoriser leurs capacités productives.

pas véritablement la réalité observable sur le terrain. La prise en compte de ces réalités peut offrir certains avantages. Le fait de pouvoir planifier la gestion de l'eau peut aider à éviter les dégâts occasionnés ainsi que la déréglementation des systèmes. La pérennité des systèmes repose sur une prise en compte des besoins propres et des pratiques des populations. Enfin et surtout, l'investissement dans les services d'approvisionnement en eau peut générer de nouveaux moyens de subsistance. Les services multi-usages de l'eau permettent non seulement de renforcer l'accès à l'eau potable à des fins domestiques et pour l'assainissement, mais contribuent aussi directement et indirectement à tous les OMD, en admettant que ces objectifs soient bien dirigés vers les populations les plus nécessiteuses. Cette solution consiste à atteindre « plus d'OMD par goutte d'eau ».

Il n'est pas si difficile de comprendre l'utilité des services multi-usages de l'eau et d'envisager leur utilisation dans une perspective d'amélioration des moyens de subsistance de manière durable. Selon Johny Hernández, de l'agence nationale de l'eau Sanaa au Honduras, « les services multi-usages de l'eau ont complètement changé la manière de considérer les choses. Autrefois, lorsque l'on voyait une personne irriguer des tomates, on avait tendance à penser qu'elle gaspillait l'eau. Aujourd'hui, on dirait tout simplement qu'elle utilise l'eau à bon escient ».

Services multi-usages de l'eau à l'échelon des petites exploitations

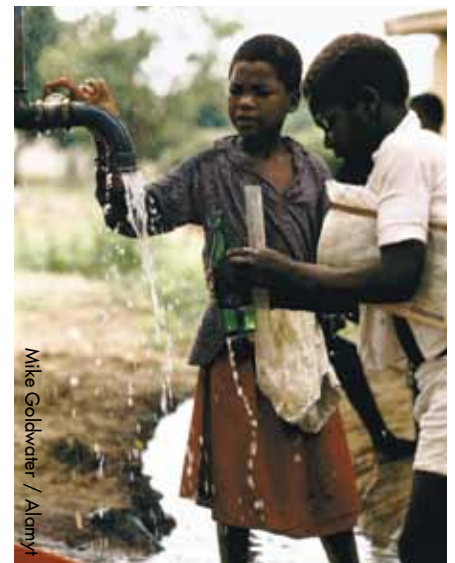
Les services multi-usages de l'eau à l'échelon des petites exploitations offrent peut-être le potentiel pour atteindre l'ensemble des OMD. Le secteur domestique utilise souvent une « échelle » des services de l'eau, qui permet d'étudier la relation entre l'utilisation effective de l'eau et le niveau de service offert, à savoir un accès à l'eau potable suffisamment proche des habitations. D'après cette échelle, chaque habitant utilise jusqu'à 100 litres d'eau par jour pour ses besoins domestiques.

Les résultats du projet d'action-recherche mené dans le cadre du Challenge Programme

Eau et Alimentation (CPWF) du CGIAR montrent que la réalité est tout autre, notamment dans les zones rurales et périurbaines. Il ressort de cette étude que, lorsqu'elles disposent d'une source d'approvisionnement fiable et suffisamment proche de chez elles, les personnes utilisent ces ressources en eau à des fins domestiques et productives. Une « échelle multi-usage de l'eau » reflète mieux la réalité. Le tableau ci-après montre les quantités d'eau consommées pour des besoins domestiques et productifs à différents niveaux de services.

Une augmentation des coûts compensée par certains avantages

L'échelle multi-usage de l'eau entraîne de lourdes conséquences sur le plan politique. En effet, les niveaux de services de l'eau offerts aux petites exploitations devraient permettre de doubler, voire tripler, les quantités habituellement considérées au moment de la négociation des objectifs dans les zones insuffisamment desservies en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud. Ces niveaux de services élevés permettent d'utiliser l'eau à des fins productives et domestiques. Ainsi, grâce aux services



Eau propre coulant d'un robinet, Maputo, Mozambique.

multi-usages de l'eau, qui permettent d'utiliser entre 50 et 100 litres d'eau par habitant et par jour (niveau intermédiaire) ou plus (niveau élevé), les ménages ont la possibilité d'utiliser ces ressources dans le cadre d'activités hautement productives. Le prix à payer est bien sûr plus élevé que pour les besoins domestiques essentiels. Des calculs ont toutefois montré que les profits réalisés permettent d'amortir rapidement les coûts d'investissement (équipements et services). Les recettes nettes sont généralement suffisantes pour absorber le montant des amortissements sur une période comprise entre 6 mois et trois ans. Il existe, par ailleurs, des systèmes innovants pour utiliser d'autres ressources en eau, tels que la récupération et le stockage de l'eau de pluie des toits pour la boisson, tandis que les bassins individuels, les canaux d'irrigation ou les systèmes d'alimentation en eau courante à usage domestique sont utilisés pour d'autres fins ne nécessitant pas une eau de haute qualité. Cette eau peut également être utilisée à des fins productives.

Une dimension pro-pauvre et sexospécifique

Les services multi-usages de l'eau à l'échelon des petites exploitations s'inscrivent dans une perspective pro-pauvre et sexospécifique. Les petits exploitants à faibles revenus ne possèdent bien souvent que les terres qui entourent leur demeure. Les très jeunes ménages, les personnes âgées et malades n'ont guère la possibilité de cultiver d'autres terres. Les femmes ont tendance à jouer un rôle plus important dans l'utilisation des produits cultivés sur leurs propres terres et dans les champs avoisinants que dans les champs éloignés du village. A ces avantages en termes de sécurité alimentaire et de revenus s'ajoute l'importance notoire de l'usage domestique de l'eau pour assurer la protection de la santé familiale et alléger le fardeau qui incombe aux femmes et aux filles notamment. Les femmes peuvent profiter de ce temps libéré pour développer des activités productives, s'occuper de leur famille ou s'adonner à des loisirs, et sont encouragées à scolariser leurs filles. En outre, l'utilisation et la réutilisation de l'eau, des sols et des matières organiques permet d'accroître considérablement la productivité. Enfin, les services multi-usages de l'eau à l'échelon des petites exploitations permettront d'atteindre « plus d'OMD par goutte d'eau », pour autant que les personnes les plus démunies puissent en bénéficier.

Les services multi-usages de l'eau à l'échelon communautaire

Le fait que les communautés puissent dans un premier temps porter leur choix sur des services multi-usages de l'eau à l'échelon des petites exploitations – notamment pour les femmes – ne doit pas leur faire perdre de vue que l'eau sert également à irriguer les cultures ou les arbres dans des champs éloignés. De plus, les villageois peuvent utiliser l'eau en accédant directement aux

Echelle multi-usage de l'eau

Niveau de service	Volume (litres par personne et par jour)	Distance à la ferme / temps aller-retour	Besoins en eau satisfaits
Service multi-usage élevé	>100	A la ferme	Tous besoins domestiques ; bétail, jardin, arbres et petite entreprise
Service multi-usage intermédiaire	50-100	<150 m; < 5 min	Tous besoins domestiques ; bétail, jardin, arbres ou petite entreprise
Service multi-usage de base	20-50	<500; < 15 min	La plupart des besoins domestiques ; un peu de bétail, petit jardin ou arbres
Service domestique de base	< 20	>500; > 15 min	Très peu de besoins domestiques ; bétail de base

Le passage d'une étape sur l'échelle multi-usage de l'eau correspond à un saut de 5 litres d'eau potable par habitant et par jour. Les technologies de traitement au point d'utilisation (filtration, produits chimiques) permettent de préserver la qualité de telles quantités, même si la plus grande partie de cette eau n'est pas potable.

plans d'eau ouverts, comme les ruisseaux, les lacs, les réservoirs ou les canaux d'irrigation, même si cela est « illégal ». Les nappes d'eau libre sont utilisées pour l'abreuvement du bétail, la pêche, la lessive ou encore certaines activités industrielles. Les services multi-usages de l'eau à l'échelon communautaire atteignent le niveau le plus élevé des services offerts aux habitants d'un(e) ou plusieurs hameaux, communautés ou sous-bassins. Ces services prennent en compte chaque source, chaque type d'utilisation de l'eau et chaque site de manière holistique selon la disposition spatiale des sites et des cours d'eau au sein des communautés.

C'est également à cet échelon que les communautés se sont autrefois développées et qu'elles ont géré leurs multiples ressources en eau. Bon nombre de projets liés à l'eau ne tiennent pas compte des arrangements existants en matière de gestion des ressources en eau. Ils prônent généralement une utilisation à fin unique des ressources et un site unique d'utilisation de l'eau. Trop souvent, ces projets créent un autre niveau d'infrastructures, sans tenir compte des installations et des arrangements institutionnels existants, ni des idées et des priorités exprimées par les populations. Les contraintes inhérentes aux projets et les délais impartis pour leur « livraison » rendent souvent impossible l'impulsion d'une dynamique participative, même si cela risque d'affecter la durabilité de l'aide fournie. Dans le cadre des « services multi-usages de l'eau à l'échelon communautaire », la planification et la création des infrastructures d'approvisionnement en eau reposent sur une démarche participative.

Collectivités locales

Les collectivités locales jouent un rôle essentiel dans la fourniture des services

multi-usages de l'eau à l'échelon des petites exploitations et des communautés, et ce pour plusieurs raisons : présence permanente ; connaissance des besoins locaux ; contacts avec les leaders communautaires pour mobiliser, assurer l'inclusivité, encadrer les contributions et résoudre les conflits ; capacité à faire appel à une expertise technique, si nécessaire (la sécurité des barrages, par exemple) ; coordination des affectations des fonds versés par les organismes donateurs et les Etats ; synergies autour du suivi de diverses initiatives de développement ; utilisation partagée d'équipements onéreux ; maintenance et réparation des infrastructures en temps utile pour garantir leur durabilité. La responsabilisation des collectivités locales, à l'instar des communautés, est donc une étape importante vers la réalisation des services multi-usages de l'eau. <

Références

- Houmoller, O., Kruger, T. (2008) *Moyens de subsistance et IWMI*. Document présenté à la Conférence internationale sur la gestion intégrée des ressources en eau (IWMI). 10-12 mars. www.wrc.org
- Howard G. & Bartram, J. (2003) *Niveaux de service, quantité d'eau domestique et santé*. Document informel OMS/SDE/WSH/03.02, Centre de l'eau, de l'ingénierie et du développement (WEDC), Université de Loughborough, RU, et Programme eau, assainissement et santé, Organisation mondiale de la santé (OMS), Genève, Suisse.
- Renwick M. (2007) *Services multi-usages de l'eau pour les plus démunis : évaluation de l'état des connaissances*. Winrock International, Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC), Institut international de gestion des ressources en eau. Arlington Winrock International. www.winrockwater.org
- Van Koppen, B. et al. (2009) *Climbing the water ladder*. Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC), Institut international de gestion des ressources en eau et Challenge Programme Eau et Alimentation. www.irc.nl/publications



Carmen da Silva Wells
dasilvawells@irc.nl (IRC Pays-Bas)

Patience Turyareeba
pturyareeba@snvworld.org (SNV Ouganda)

Brecht Mommen
bmommen@snvworld.org (SNV Ouganda)

Assainissement et hygiène en Ouganda

Renforcer le leadership au niveau des districts

L'Ouganda a été l'un des premiers pays d'Afrique de l'Est à lancer des réformes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement mais il éprouve aujourd'hui des difficultés à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) liés à l'assainissement et à l'hygiène.

L'amélioration des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement constitue une priorité majeure du Plan d'action de l'Ouganda pour l'éradication de la pauvreté. La couverture en latrines est de 62 % à l'échelon national, et 79 % de ces latrines ne sont pas équipées d'installations adéquates pour le lavage des mains.

L'assainissement et l'hygiène ne sont pas des priorités au niveau des districts. Le manque de financement, la faible priorité et le peu d'intérêt accordés à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi que la répartition des responsabilités et des financements au sein de services invoquant d'autres priorités majeures, sont autant d'obstacles qui freinent l'évolution de la situation.

Mauraise répartition des fonds

Depuis 2001, les responsabilités en matière d'hygiène et d'assainissement ont été réparties à l'échelon des districts entre les départements de l'eau, de la santé et de l'éducation, aboutissant au morcellement des activités et des budgets. La subvention à l'établissement de soins de santé primaires (PHCG) et la subvention conditionnelle du programme « eau et assainissement » (WSCG) sont les principales sources de financement de l'assainissement et de l'hygiène, mais aucune n'est affectée clairement à ces questions, que négligent de ce fait certains districts. Après distribution des sommes destinées pour couvrir les frais de médication, toutes les autres interventions en santé publique, les frais administratifs et les autres frais récurrents, il ne reste en moyenne que 2 % de la PHCG pour l'assainissement et l'hygiène. Les fonds reçus au titre de la WSCG sont consacrés à la protection des sources d'eau plutôt qu'à la gestion des excréments.

Un autre obstacle est le manque de main-d'œuvre au niveau des districts et des sous-districts pour pouvoir assurer, de manière efficace, la mise en œuvre et le suivi des programmes d'assainissement et d'hygiène.

L'apprentissage à l'échelon des districts

La situation varie considérablement d'un district à l'autre – sur les 80 que compte le pays – et les statistiques officielles de couverture ne tiennent pas pleinement compte de la condition ni de l'utilisation des latrines. Certaines maladies d'origine fécale comme le choléra continuent de se propager. Pour tenter de résoudre ces problèmes dans les districts privés d'installations sanitaires de base, le Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC), l'Organisation de développement des Pays-Bas (SNV) et le Réseau pour l'eau et l'assainissement (Netwas Ouganda) ont lancé le programme d'apprentissage de politiques et pratiques concernant l'assainissement et l'hygiène (LeaPPS).

Le programme LeaPPS réunit des groupes d'individus œuvrant pour l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement, notamment des responsables politiques, des fonctionnaires locaux, des membres communautaires, des donateurs, des scientifiques et des prestataires du secteur privé. Bon nombre de ces groupes fonctionnent de manière non coordonnée, isolés les uns des autres, et n'ont pas suffisamment accès aux informations et aux lignes directrices établies à Kampala, ou encore aux enseignements tirés de la pratique. Le programme LeaPPS vise à renforcer la coordination et le partage des informations en vue d'améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement au sein des ménages, de la communauté et des écoles primaires.

Entre 2007 et 2008, des responsables politiques locaux, des fonctionnaires de districts, des membres de plusieurs ONG et organisations communautaires, ainsi que des représentants du secteur privé et de deux sous-comités de chaque district, ont participé à six sessions d'apprentissage multi-parties prenantes. Ces sessions ont donné lieu à une analyse concertée des enjeux et des besoins en matière d'apprentissage, lesquels ont ensuite été examinés à travers des activités de renforcement des capacités (formation,

recherche appliquée, études de cas). Les préoccupations des participants et les besoins en renforcement des capacités ont permis de définir les objectifs d'apprentissage et ont été abordés dans le cadre de présentations, de groupes de travail, de discussions et de visites de terrain. Au nombre des sujets traités : marketing social et méthodes participatives, mise en application effective du cadre réglementaire, technologies innovantes à bas coût comme le système d'assainissement écologique EcoSan, liens entre le VIH/sida et l'eau, promotion de l'assainissement et de l'hygiène.

Enseignements tirés

Les participants au programme LeaPPS ont développé leurs capacités à fixer des objectifs de performance, assurer le suivi, analyser les résultats obtenus, et à être innovants dans leurs stratégies.

Les participants aux sessions LeaPPS ont tiré les conclusions suivantes :

- Le modèle LeaPPS aide les parties prenantes à identifier leurs besoins en capacités.
- L'apprentissage est plus efficace lorsqu'il repose sur des besoins et des programmes existants.
- Il convient d'améliorer la dissémination des informations jusqu'au niveau des sous-comités.

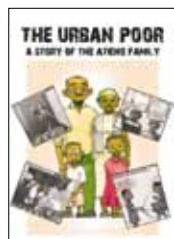
Liens :

- Water and Sanitation Resource Centre, Ouganda : www.watsanuganda.watsan.net
- Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC) : www.irc.nl/page/38717
- SNV : www.snvworld.org

PUBLICATIONS

Cette rubrique propose une sélection de publications portant sur le renforcement des capacités. Une liste complète est disponible sur www.capacity.org.

Les pauvres en milieu urbain : l'histoire de la famille Atieno



Les artistes kényans Joseph Nzomo et Salim Busuru ont créé cette bande dessinée pour raconter l'histoire d'une famille qui vit dans un bidonville. Cette histoire a été écrite à l'occasion du symposium de l'IRC sur l'assainissement et les pauvres en milieu urbain, 19-21 novembre 2008. La publication peut être téléchargée sur le site de l'IRC. www.irc.nl/page/45011

De l'eau plus sûre, une meilleure santé : coûts, bénéfices et durabilité des interventions visant à protéger et à promouvoir la santé

Organisation mondiale de la santé (OMS), 2008
Ce rapport, qui présente pour la première fois des estimations par pays de la charge de morbidité imputable aux infections liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, souligne à quel point ces maladies pourraient être évitées par l'amélioration de l'accès à des sources d'eau salubre et une meilleure hygiène.

Cette étude exhaustive apporte les preuves épidémiologiques et les arguments économiques nécessaires pour intégrer pleinement l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les stratégies de réduction des risques de maladies à l'échelon national – prérequis à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle constitue également la base des actions de prévention qui peuvent être mises en place par tous les secteurs chargés d'assurer la gestion des services hydrauliques et des ressources en eau afin de soutenir les efforts en matière de santé publique. Le manque d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène demeure l'un des problèmes les plus urgents de la planète.

<http://whqlibdoc.who.int>

Vers la mise en œuvre effective des programmes WASH dans les écoles : guide méthodologique visant à renforcer les programmes eau, assainissement et hygiène dans les écoles

IRC et UNICEF, 2007
Ce manuel traite des programmes éducatifs sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles. Il passe en revue tous les éléments à prendre en considération pour élargir et améliorer les programmes sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire, et assurer leur qualité ainsi que leur durabilité. Ce manuel a été élaboré à l'intention des fonctionnaires de l'Etat, du personnel de l'UNICEF et autres agents ONG chargés de la mise en œuvre des programmes WASH dans les écoles. www.irc.nl/page/37479

L'abrégé des systèmes et technologies d'assainissement

Institut fédéral Suisse pour les sciences et technologies de l'eau (EAWAG) et Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC), 2009



Ce recueil est une compilation des nombreuses informations existantes sur les solutions et technologies d'assainissement éparpillées dans des centaines d'ouvrages et de magazines. Il est destiné aux ingénieurs, aux planificateurs et autres professionnels qui sont familiers avec les technologies et systèmes d'assainissement. Il ne s'agit pas d'un manuel de formation ou d'une ressource unique destinée(e) aux personnes sans aucune expérience en matière de planification des activités d'assainissement.

Vous pouvez télécharger la publication au format PDF sur le site : www.wsscc.org. Pour commander une copie papier, il vous suffit de nous envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante : info@sandec.ch.

Comment faire face à une crise mondiale : l'Année internationale de l'assainissement 2008

Année internationale de l'assainissement
Cette publication met en relief les problèmes d'accès aux services d'assainissement de base pour tous et contient une bibliographie des références citées. A travers le monde, 2,6 milliards de personnes n'ont aucun lieu propre et sûr où faire leurs besoins : elles ne disposent pas de ce bien de première nécessité que sont les toilettes. Ce scandale mondial occulté porte atteinte à la dignité humaine dans des proportions colossales. Pour attirer l'attention sur l'assainissement, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé que l'année 2008 serait l'Année internationale de l'assainissement. L'objectif est d'améliorer la prise de conscience et d'accélérer les progrès de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afin de réduire de moitié la proportion de personnes sans accès à l'assainissement de base avant 2015.

Pour de plus amples informations, consultez le site web de l'Année internationale de l'assainissement : <http://esa.un.org/iys/> ou UN-WATER : www.unwater.org/

Agir ensemble pour améliorer l'efficacité de l'aide dans le secteur de l'eau

C. Fonseca et C. Diaz, Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC), 2009
Cet exercice de cartographie a été mené par le groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau (IEE-GTA) pour évaluer le niveau de l'aide allouée par les Etats membres de l'UE au secteur de l'eau et de l'assainissement. Il ressort de cette étude que 30 % de l'APD européenne au secteur AEPAH à l'Afrique sont alloués à l'assainissement et à l'hygiène. Qui plus est, les progrès vers l'OMD en matière d'assainissement sont bien trop lents par rapport aux échéances. Cette étude montre également que 29 % de l'APD européenne allouée au secteur de l'eau sont versés sous forme d'appui budgétaire, tandis que le reste est fourni par le biais de projets et

programmes séparés – souvent pilotés par leurs propres unités de mise en œuvre, ce qui est loin d'être conforme à l'esprit et aux engagements de la Déclaration de Paris.

www.irc.nl/page/46228

Manuel de l'assainissement total par la communauté

K. Kar en collaboration avec R. Chambers, 2008
Ce manuel vise à permettre aux communautés d'analyser leurs conditions sanitaires et d'agir ensemble pour mieux appréhender l'impact de la défécation en plein air sur la santé publique et l'environnement. www.plan-international.org

Consultez www.capacity.org

Les connaissances en matière de développement des capacités sont fragmentées.

On ne dispose d'aucune information d'ensemble sur les principaux agents qui font progresser le corpus de connaissances sur le développement des capacités. Les bases de connaissances en matière de développement des capacités sont donc difficilement accessibles,

notamment celles qui sont situées dans les pays en développement, où l'accès à Internet est souvent limité et lent. Le portail *Capacity.Org* s'adresse aux praticiens et aux décideurs opérant dans le domaine du renforcement des capacités qui souhaitent trouver des informations sur un large éventail de sujets. Cinq thèmes « coins ressources » sont proposés actuellement :

- Les organisations de producteurs.
- Le leadership dans le développement.
- L'apprentissage fondé sur des preuves.
- Les environnements fragiles.
- La redevabilité.

Vous pouvez également vous abonner au magazine électronique *Capacity.Org* sur notre site web.

Au-delà de la formation



Ravi Narayanan
Vice-président du Forum de l'eau
Asie-Pacifique (APWF) et ancien directeur
exécutif de WaterAid.

La notion de « développement des capacités » revêt des sens différents selon les acteurs. Il s'agit néanmoins d'un outil essentiel à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) liés à l'eau et l'assainissement. La lenteur des progrès accomplis dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est généralement associée à une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Dès lors, le développement des capacités consiste pour l'essentiel à former les personnels à la construction d'actifs physiques (toilettes, réseaux d'adduction et de distribution d'eau), notamment, mais pas seulement, dans les zones rurales.

La formation est sans conteste une composante nécessaire au développement des capacités. Il faut toutefois déployer davantage d'efforts pour trouver une solution à long terme au problème de l'eau et de l'assainissement. Afin d'obtenir les résultats escomptés, les personnels formés devront pouvoir s'appuyer sur un environnement favorable sur le plan organisationnel et institutionnel (systèmes juridiques, politiques, us et coutumes d'une société).

Le principal défi des organisations intervenant dans les zones urbaines est d'éviter le départ des personnels qualifiés et de s'assurer qu'ils sont efficaces dans la réalisation de leurs tâches. Cela implique, dans les deux cas, la mise en place d'un régime approprié de rémunération et d'un système de contrôle et de gratification afin d'exploiter au mieux leur potentiel. Les problèmes majeurs apparaissent dans les zones rurales où les efforts déployés pour transférer les responsabilités liées à la construction et à la maintenance des réseaux d'eau et d'assainissement de l'administration centrale vers les collectivités locales souvent ne s'accompagnent pas du transfert nécessaire des ressources humaines et financières.

Cela dit, pour pérenniser et développer l'ensemble des prestations fournies dans ce domaine, au-delà des OMD, il est nécessaire de prendre en compte, au plan institutionnel, d'autres facteurs souvent négligés dans les débats sur le développement des capacités. Deux d'entre eux méritent d'être mis en lumière.

Il s'agit d'abord de la capacité à assurer un financement approprié en temps opportun, à impulser et maintenir la dynamique dans le but d'améliorer la couverture. Cela concerne moins la disponibilité de l'aide au développement que le manque de capacité du secteur bancaire, formel et informel, à octroyer des ressources au secteur de l'eau et de l'assainissement au niveau des ménages. La faible contribution des banques au financement n'est pas toujours liée aux coûts élevés de transaction pour l'octroi de petits crédits ; elle est souvent due au fait que les chargés des opérations de prêts ne connaissent pas suffisamment les nouveaux mécanismes d'octroi des petits crédits adossés à des garanties de groupe, ni les facteurs de risque auxquels ils pourraient être associés. Alors que le secteur de la microfinance connaît une croissance remarquable, le concept reste extrêmement hétérogène et vise avant tout le financement d'activités « génératrices de revenus ». Il y a cependant des exceptions notables qui ouvrent la voie à un meilleur financement du secteur de l'eau et de l'assainissement.

La seconde capacité à prendre en considération au plan institutionnel est liée à la menace croissante posée par la durabilité des sources d'eau et à la question de la détérioration de la qualité de l'eau. La fragilité des institutions, les divergences politiques et l'inadéquation des politiques en matière de sciences et technologies ne font qu'aggraver ces menaces. L'augmentation de la demande et de l'utilisation de l'eau, qu'elle soit industrielle, individuelle ou à des fins d'irrigation, a des incidences significatives sur la quantité et la qualité des eaux souterraines et des eaux de surface. De surcroît, la plupart des mécanismes permettant d'élaborer des politiques sur l'utilisation de l'eau, d'engager des consultations avec les ministères publics et de résoudre les conflits entre les différentes parties prenantes sont insuffisants.

Un défi de taille à relever consiste à trouver des solutions systémiques et des stratégies d'atténuation applicables rapidement et à une large échelle. Pour trouver une solution à tous ces problèmes, il s'avère nécessaire de combler les lacunes qui subsistent en matière de capacités dans le cadre de la planification intersectorielle et de l'élaboration des politiques au plan institutionnel. <

Capacity.org, numéro 36, avril 2009

Capacity.org est publié chaque trimestre en anglais, français et espagnol, accompagné d'un webzine (www.capacity.org) et d'une lettre d'information envoyée par courriel. Chaque numéro porte sur un thème particulier touchant au renforcement des capacités dans la coopération internationale. Vous y trouverez des articles, des interviews, une rubrique « Opinion », et des liens commentés vers d'autres ressources web, des publications et un calendrier de manifestations.

Rédacteur en chef : Heinz Greijn,
editor@capacity.org

Assistants de rédaction : Niels Keijzer
et Tony Land

Comité de rédaction : Niloy Banerjee,
Volker Hauck et Jan Ubels

Rédacteurs de ce numéro : Abebe Ayenew,
Ruud Glotzbach, Barbara van Koppen,
Brecht Mommen, Ravi Narayanan, Eric Odada,
Shyama Ramani, Patience Turyareeba,
Jackson Wandera, Carmen da Silva Wells,
James Winpenny

Les opinions exprimées dans *Capacity.org* sont celles des rédacteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ECDDPM, du PNUD ou de la SNV.

Production et site web : Contactivity bv,
Stationweg 28, 2312 AV Leiden, Pays-Bas
Contrôle rédactionnel : Tracy Brown Collins
Traduction : Jacques Bodichon et Stéphane
Cabre (français) et Beatriz Bugni (espagnol)
Gestion de contenu web : Wangu Mwangi
Mise en page : Anita Toebosch

Éditeurs : Centre européen de gestion des
politiques de développement (ECDDPM),
Programme des Nations unies pour le
développement (PNUD), SNV (Organisation
néerlandaise de développement)
Capacity.org a été créé par l'ECDDPM en 1999.

ISSN 1571-7488

Les lecteurs sont autorisés à reproduire les articles publiés dans *Capacity.org* à condition d'en mentionner clairement la source.

Capacity.org est une publication gratuite qui s'adresse aux praticiens et aux décideurs de la coopération internationale au développement. Pour vous abonner, consultez www.capacity.org. Le numéro 37 sortira en août 2009.

